

RENDU EXECUTOIRE LE

13 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGAFMN_027-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAFMN-027**

en date du

11 JUL. 2023

**portant délégation de signature aux
directeurs et responsables de services de la
Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education
et de l'Epanouissement**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 3221-3, L. 3221-11 et L. 3221-13,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

Vu l'arrêté n° 2021-A-DGAFM-0053 en date du 10 décembre 2021 portant organisation des services du Département de la Vienne,

Vu l'arrêté N°2022-A-DGAFMN-018 en date du 13 juin 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de la Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement,

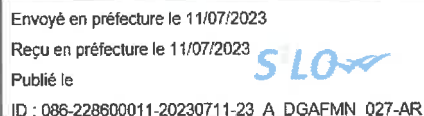
Considérant les mouvements de personnel intervenus sur des postes de directeurs et responsables de services de la Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement,

Sur proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE :**ARTICLE 1 :**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général des Services Départementaux, délégation de signature est donnée au Directeur Général Adjoint de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement (DGAJ2E), dont l'identification figure en annexe, à l'effet de signer tous actes, arrêtés, décisions, documents et correspondances administratives concernant les affaires du Département, à l'exception :

- des délibérations du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente,
- des arrêtés comportant des dispositions réglementaires de portée générale.

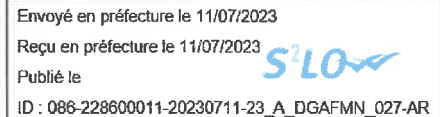
**ARTICLE 2 :**

Délégation de signature est accordée au Directeur Général Adjoint de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- 1) la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Direction Générale Adjointe, ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- 2) les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- 3) la gestion et l'administration courante des moyens en personnel de sa Direction Générale Adjointe : établissement des fiches de poste, autorisations d'absence, congés, ordres de mission sur le territoire national hormis Paris, la région Île-de-France et les communes de plus de 200 000 habitants lorsque les frais d'hébergement sont supérieurs à 60 € par nuit, états de frais de déplacement sur le territoire national, états d'heures supplémentaires,
- 4) toutes demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- 5) pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe inférieurs à 215 000 € HT :
 - les pièces relatives à la préparation, la passation, l'exécution, le règlement et les avenants, à l'exclusion des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,pour les marchés et les accords-cadres financés sur les crédits gérés par la Direction Générale Adjointe supérieurs à 215 000 € HT :
 - les mêmes pièces, à l'exclusion des contrats ou des actes d'engagement, des lettres de notifications aux entreprises, des avenants, des actes de résiliation et des transactions en cas de pré-contentieux,
- 6) les bons de commande en exécution d'un marché ou d'un accord-cadre à bons de commande géré par la Direction Générale Adjointe,
- 7) les marchés subséquents passés sur le fondement d'un accord-cadre géré par la Direction Générale Adjointe,
- 8) la sous répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement dans le cadre des programmes approuvés par le Conseil Départemental,
- 9) les dépôts de plaintes et constats, au nom du Département, en cas d'atteinte aux biens ou aux personnes,
- 10) les conventions et attestations de stages.

ARTICLE 3 :

Délégation de signature est donnée à la Directrice Adjointe de l'Éducation, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité et à l'exclusion des paragraphes 3) et 10).



En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général Adjoint de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement exerçant les fonctions de Directeur de l'Education, délégation de signature est donnée à la Directrice Adjointe de l'Education à l'effet de signer, pour la Direction de l'Education, les documents énumérés à l'article 2, paragraphe 3) du présent arrêté, étant précisé que la délégation relative aux ordres de mission est limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne.

ARTICLE 4 :

Délégation de signature est donnée à la Chargée de mission Projets Numériques pour l'Education, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité et à l'exclusion des paragraphes 3) et 10).

ARTICLE 5 :

Délégation de signature est accordée au Directeur des Bâtiments, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 6 :

Délégation de signature est donnée au Directeur Adjoint des Bâtiments, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité et à l'exclusion des paragraphes 3) et 10).

ARTICLE 7 :

Délégation de signature est donnée au Responsable administratif et financier à la Direction des Bâtiments, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2, paragraphe 2), paragraphe 3) pour les autorisations d'absence, congés et états d'heures supplémentaires des agents relevant de sa mission, paragraphes 5) 6) et 7) la délégation étant limitée à 10 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, paragraphe 9) et à l'exclusion des paragraphes 1), 4), 8) et 10).

**ARTICLE 8 :**

Délégation de signature est donnée au Responsable de la Régie des bâtiments départementaux à la Direction des Bâtiments, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2, paragraphe 2), paragraphe 3) pour les autorisations d'absence, congés et états d'heures supplémentaires des agents relevant de sa mission, paragraphe 4), paragraphes 5) 6) et 7) la délégation étant limitée à 2 000 € HT sauf pour ce qui concerne la certification du service fait dont le montant n'est pas limité, et à l'exclusion des paragraphes 1), 8), 9) et 10).

ARTICLE 9 :

Délégation de signature est accordée à la Directrice de la Culture et du Tourisme, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Culture et du Tourisme, la Chargée du projet Observatoire territorial touristique et la Conseillère enseignements artistiques et culturels, pratique amateur, éducation populaire, dont les données d'identification figurent en annexe, exerceront la délégation de signature définie au présent article pour respectivement le Pôle tourisme et le Pôle culture à l'exclusion de l'établissement des fiches de poste visées au paragraphe 3) de l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 10 :

Délégation de signature est accordée au Directeur des sports, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 11 :

Délégation de signature est accordée au Directeur de la Bibliothèque Départementale de la Vienne, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Bibliothèque Départementale de la Vienne, la Responsable Collections et desserte, le Responsable du Pôle action culturelle et formation et le Responsable du Pôle informatique, dont les données d'identification figurent en annexe, exerceront la délégation de signature définie au présent article.

Envoyé en préfecture le 11/07/2023	
Reçu en préfecture le 11/07/2023	
Publié le	
ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGAFMN_027-AR	

ARTICLE 12 :

Délégation de signature est donnée à la Responsable Collections et desserte de la Bibliothèque Départementale de la Vienne, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, dans son domaine de compétence et ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers.

ARTICLE 13 :

Délégation de signature est donnée au Responsable du Pôle action culturelle et formation de la Bibliothèque Départementale de la Vienne, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, dans son domaine de compétence et ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers.

ARTICLE 14 :


Délégation de signature est donnée au Responsable du Pôle informatique de la Bibliothèque Départementale de la Vienne, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, dans son domaine de compétence et ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers.

ARTICLE 15 :

Délégation de signature est accordée au Chargé de mission Relations Internationales, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Mission ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- toutes demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers,
- les bons de commande financés sur les crédits gérés par la mission Relations Internationales inférieurs à 5 000 € HT,
- la certification du service fait pour les factures relevant de la mission.

Envoyé en préfecture le 11/07/2023
Reçu en préfecture le 11/07/2023
Publié le 
ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGA FMN_027-AR

ARTICLE 16 :

Délégation de signature est accordée à la Directrice des Archives Départementales, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer les documents énumérés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation du paragraphe 3) relative aux ordres de mission étant limitée au territoire régional et aux départements limitrophes de la Vienne, la délégation du paragraphe 5) étant limitée à 90 000 € HT et à l'exclusion du paragraphe 10).

ARTICLE 17 :

Délégation de signature est donnée au Directeur Adjoint des Archives Départementales, dont l'identification figure en annexe, dans son domaine de compétence, à l'effet de signer :

- la correspondance courante, y compris les courriers électroniques, et les documents administratifs relatifs aux affaires de la Direction ne comportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision opposable,
- les ampliations des arrêtés et copies conformes des délibérations et autres pièces,
- les demandes d'avis relatifs à l'instruction des dossiers.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice des Archives Départementales, le Directeur Adjoint des Archives exercera la délégation de signature définie à l'article 16.

ARTICLE 18 :

Les données d'identification des directeurs et responsables bénéficiaires des délégations de signature figurant au présent arrêté sont détaillées en annexe, ne sont pas publiées et sont consultables à la demande, en conformité avec l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements et le règlement général 2016/679 de l'Union européenne du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit RGPD.

ARTICLE 19 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté N°2022-A-DGA FMN-018 en date du 13 juin 2022 portant délégation de signature aux responsables des services de la Direction Générale Adjointe de la Jeunesse, de l'Education et de l'Epanouissement.

ARTICLE 20 :

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département laviennne86.fr et notifié aux intéressés.

Envoyé en préfecture le 11/07/2023
Reçu en préfecture le 11/07/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGAFMN_027-AR

S²LO

ARTICLE 21 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, le 11 JUL. 2023

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230711-23_A_DGAFMN_027-AR

